

**GUERRE** Ignazio Cassis dresse un bilan un an après l'invasion. Il distingue un monde multipolaire où des puissances veulent imposer leur loi. Mais il se rassure en voyant que la Russie n'y est pas parvenue, loin de là

PROPOS RECUEILLIS  
PAR MICHEL GUILLAUME, BERNE  
@mfguillaume

C'était il y a un an. A l'aube du 24 février 2022, l'armée russe envahit l'Ukraine et dix heures plus tard, c'est un président de la Confédération, Ignazio Cassis, sous le choc qui se présente devant les médias pour dire que la Suisse ne reprend pas les sanctions de l'UE. Quatre jours après, le Conseil fédéral s'aligne sur l'UE, mais la Suisse reste sous le feu des critiques à propos de sa neutralité. Le ministre des Affaires étrangères tire un premier bilan de cette guerre qui change le monde et la Suisse.

**Quel a été l'événement le plus marquant de cette année que d'aucuns ont qualifiée de changement d'époque?** C'est de loin le début de la guerre le 24 février 2022, qui a créé une grande insécurité pour l'avenir. Quel choc! Soudain, la guerre entre deux pays souverains était de retour en Europe alors que nous l'avions évacuée de nos têtes. Nous n'avions aucune idée de ce qui allait se passer. Était-ce un conflit de trois jours, de trois mois ou plus? Aujourd'hui, nous n'en voyons hélas toujours pas la fin.

INTERVIEW

**En octobre 2022, vous vous rendez à Kiev pour une visite au président Volodymyr Zelensky qui n'était passans risques. Avez-vous eu peur?** Pas une peur, mais certainement une appréhension lorsqu'on entend les sirènes toutes les deux ou trois heures et qu'on ignore où vont tomber les missiles russes. Je suis allé à Kiev pour tirer un bilan intermédiaire sur la guerre, sur la conférence de Lugano pour la reconstruction du pays et sur notre aide humanitaire. C'était l'occasion de me rendre compte de la situation sur place, ce qu'on ne peut pas remplacer par des visioconférences.

**Un an après le 24 février, quelle analyse faites-vous de la situation?** Je mentionnerais cinq points. Premièrement, le monde est devenu multipolaire avec un retour inquiétant de la politique du plus fort. On observe des puissances régionales qui sont nostalgiques de leur glorieux passé et qui montrent leurs muscles. Pour les relations internationales, c'est comme si on vous avait appris une langue et que du jour au lendemain vous deviez en utiliser une autre. Il faut se déprogrammer pour se reprogrammer d'une autre manière.

**Et ensuite?** Le deuxième point concerne la nouvelle architecture de la sécurité sur le continent européen. Comment la reconstruire en devant constater que l'OSCE est plus ou moins paralysée et que le Conseil de



Volodymyr Zelensky s'adressant en direct aux milliers de personnes réunies sur la place Fédérale sous le mot d'ordre «Solidarité avec l'Ukraine, stoppons la guerre maintenant!» (BERNE, 19 MARS 2022/PETER KLAUNZER/KEystone)

# «C'est le retour de la politique du p

l'Europe, incarnant un socle de valeurs, est lui aussi en crise? Troisième problème, le gendarme mondial de la paix qu'est l'ONU est lui aussi actuellement impuissant face à cette guerre.

**Malgré tous ces blocages qui semblent favoriser l'agresseur qu'est la Russie, la force ne s'impose pas. C'est rassurant?** C'est le quatrième point que je voulais souligner. Par son agression militaire, la Russie a obtenu le contraire de ce qu'elle visait. Elle voulait se protéger d'une OTAN devenue à ses yeux trop menaçante. Que s'est-il passé? L'axe transatlantique s'est renforcé avec la probable future entrée dans l'OTAN de la Suède et de la Finlande, deux pays neutres. L'UE, quant à elle, a resserré ses liens comme elle l'a fait lors de la crise de la dette et, plus récemment, du covid.

**La paix, c'est pour quand?** C'est mon cinquième point: conclure un accord de cessez-

le-feu est une chose. Rétablir la paix en est une autre face à tant de morts, de destructions et des visions aussi divergentes. A moins d'un miracle, on voit mal comment cela pourrait intervenir à court terme.

**Vous avez dit qu'un jour le temps des négociations arriverait. Pensez-vous toujours qu'il soit possible de négocier avec Vladimir Poutine, qui nie le droit à la souveraineté de l'Ukraine?** Je continue à le dire. Un jour, cette guerre se terminera par une négociation. Construire la paix est une affaire compliquée qui nécessitera beaucoup de diplomatie. Mais nous y arriverons, même si nous ne voyons pas cela à court terme. Je rentre de la Conférence de Munich sur la sécurité, où nombreux étaient ceux qui craignaient surtout une escalade militaire de ce conflit.

**Gardez-vous l'espoir d'offrir les bons offices de la Suisse?** Nous offrons toujours nos

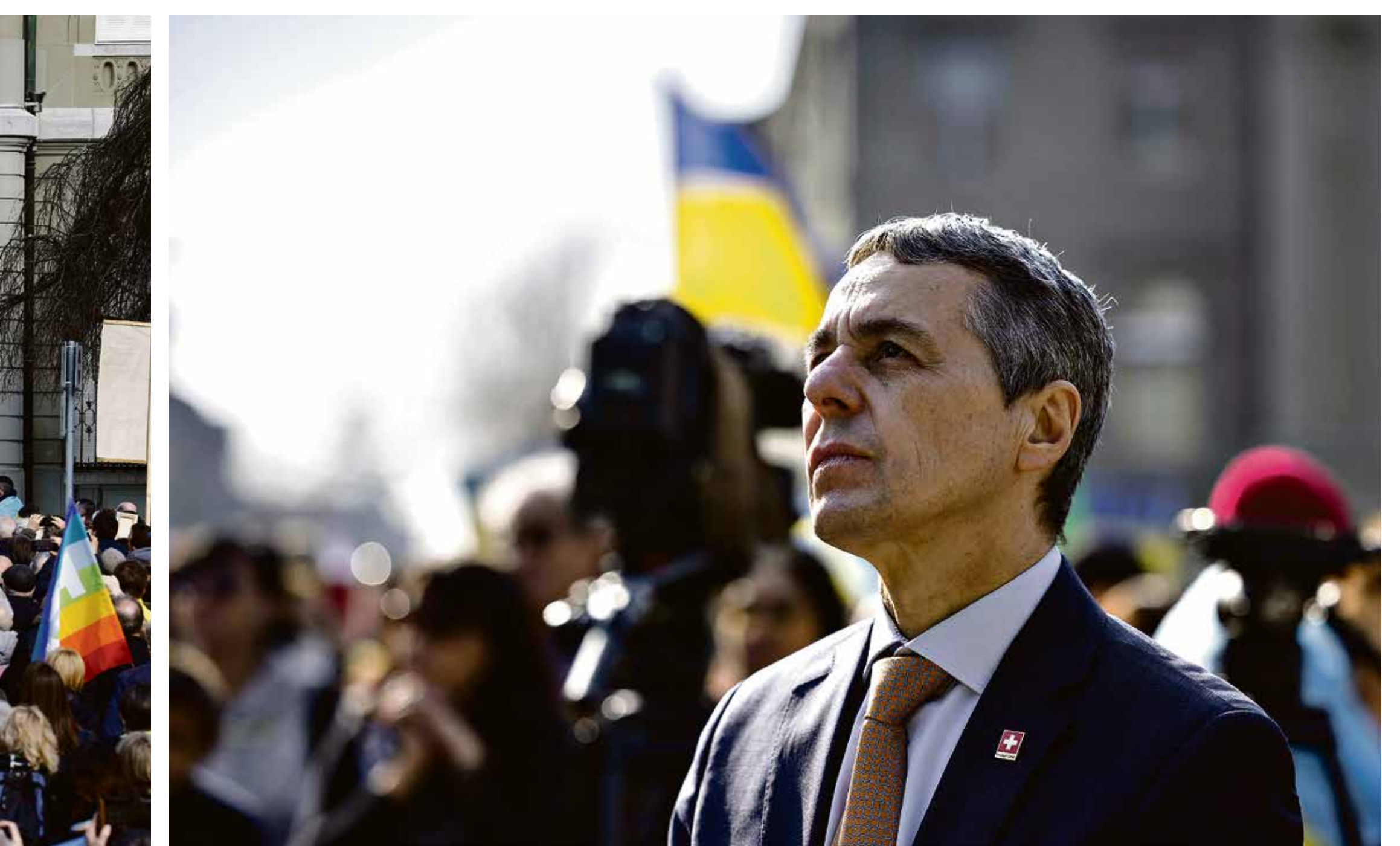
bons offices, mais la question est de savoir ce que les deux parties, la Russie comme l'Ukraine, en feront. La Genève internationale accueille dans la plus grande discrétion des pourparlers, bien qu'ils ne soient pour l'heure pas au plus haut niveau. Et n'oubliez pas que nous avons été chargés par l'Ukraine de préparer un mandat de protection pour ses citoyens que nous avons déposé en Russie, même si celle-ci nous a dit: «Pas maintenant.» Le narratif de la Russie est connu: elle déclare que la Suisse a perdu sa neutralité, mais en même temps elle l'utilise en tant que pays neutre.

**«Par son agression militaire, la Russie a obtenu le contraire de ce qu'elle visait»**

**A New York, vous rencontrez brièvement le ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, qui était connu pour être un brillant diplomate. Comment expliquez-vous le durcissement de son discours?** Il fait son travail sous la présidence de Vladimir Poutine. C'est effectivement un diplomate chevronné, parmi les plus expérimentés de la planète.

**Ne pourrait-on pas demander à un diplomate qu'il modère son discours?** La ligne du Ministère des affaires étrangères russe est dure, c'est clair, même si la Russie a parfois accepté de respecter le droit international humanitaire et a donné accès à la visite de prisonniers. De sorte que des échanges ont pu avoir lieu avec l'aide du CICR entre autres.

**Quels contours prend désormais votre programme d'aide à l'Ukraine?** Il y a trois volets à considérer dans le soutien internatio-



Alors président de la Confédération, Ignazio Cassis a suivi attentivement le discours de son homologue ukrainien. (BERNE, 19 MARS 2022/PETER KLAUNZER/KEYSTONE)

# lus fort»

nal: militaire, humanitaire et diplomatique. De par notre neutralité, nous ne pouvons pas intervenir sur le plan militaire. Nous nous concentrons donc sur le volet humanitaire, pour lequel nous avons consacré 270 millions de francs. Nous avons distribué 5000 tonnes de denrées alimentaires vitales et 1000 tonnes de matériel de première nécessité pour permettre aux gens de survivre: quand j'ai visité Kiev, j'ai vu des gens dans des immeubles sans fenêtres, sans eau ni électricité. L'aide de la société civile a aussi été remarquable: la Chaîne du Bonheur a récolté 130 millions de francs. La Suisse a enfin accueilli près de 75 000 réfugiés. Ce soutien se chiffre à 1 milliard pour la seule Confédération.

**N'êtes-vous pas déçu sur le plan diplomatique?** Nous faisons tout ce qui est possible au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, mais comme la Russie a le droit de veto, il est presque impossible de faire quoi que ce soit. Cela dit, à la conférence de Lugano, nous nous sommes attelés à ce qui doit poser les bases d'un «plan Marshall» pour la reconstruction de l'Ukraine en travaillant avec une quarantaine de pays.

**Venons-en à la réexportation d'armes. La Commission de sécurité du Conseil des Etats veut limiter la validité des déclarations de non-réexportation à cinq ans. Qu'en pensez-vous?** Il faut considérer d'une part le droit et la politique de neutralité de la Suisse. D'autre part, le parlement lui-même a souhaité enlever presque toute marge de manœuvre au Conseil fédéral par des règles plus restrictives qu'auparavant. Il est donc juste qu'il reprenne la main. Mais plus on approfondit ce thème, plus on s'aperçoit qu'on touche au droit de la neutralité. C'est un débat très délicat.

**A la conférence de Munich, votre collègue Viola Amherd a constaté que les Européens comprenaient notre neutralité, mais pas notre intransigeance sur les réexportations d'armes. La Suisse est-elle en train de**

**s'isoler?** Il y a effectivement des Européens qui veulent fournir un maximum d'armes à l'Ukraine pour qu'elle puisse gagner la guerre. Face à nous, ils sont relativement modérés et nous demandent d'explorer cette piste des réexportations d'armes. Mais publiquement, les discours sont plus durs et tournent parfois à la condamnation.

**Justement, Guillaume Ancel, un ancien officier et écrivain français, très souvent invité sur les plateaux TV, estime que la Suisse a «érigé l'hypocrisie en politique». Cela ne vous inquiète-t-il pas pour la réputation de la Suisse?** Je réfute une telle assertion, qui est aussi gratuite que blessante. Elle ne correspond en rien à la réalité.

**Si l'UE décide d'une confiscation des avoirs actuellement gelés des oligarques russes, que fera la Suisse?** Dans la situation actuelle, nous n'avons aucune marge de manœuvre. Le droit international public, la Charte de l'ONU tout comme nos lois stipulent clairement que l'Etat n'est pas en droit de confisquer la propriété privée. Cela reste valable même en temps de guerre. Actuellement, tous les Etats occidentaux sont confrontés au même dilemme, à la même tension entre violation du droit international et droit à des réparations. Nous suivons cette discussion sur le plan international, mais j'ai de la peine à m'imaginer un changement de paradigme.

**La guerre en Ukraine a-t-elle rapproché la Suisse de l'UE?** La reprise des sanctions de l'UE par la Suisse a facilité nos échanges, nous l'avons très bien senti lors de toutes les conférences sur l'Ukraine qui ont eu lieu. Nous avons fait le choix des valeurs occidentales, qui sont aussi celles de la Constitution suisse. Pour ce qui est de la voie bilatérale, l'accélération des entretiens exploratoires avec Bruxelles depuis l'automne dernier montre que nous nous sommes déjà rapprochés, sur les plans humain et diplomatique. ■

## Caritas revendique l'octroi d'un permis B aux réfugiés après deux ans de séjour

**ACCUEIL** Cela fait une année que la Russie a agressé l'Ukraine, poussant huit millions de ses habitants à fuir leur terre natale. Alors que le conflit semble devoir s'éterniser, des voix s'élèvent pour stabiliser leur situation dans le pays

BORIS BUSSLINGER  
@BorisBusslinger

Les chiffres des Nations unies sont éloquentes: depuis le début de la guerre en Ukraine, 5,6 millions de personnes ont fui leur région pour chercher refuge au sein du pays et 8 millions ont quitté l'Ukraine pour aller s'établir à l'étranger, dont 75 000 en Suisse. Active sur place comme dans les centres fédéraux d'asile, l'ONG Caritas organisait ce mercredi une conférence de presse pour tirer un premier bilan et évoquer les perspectives futures en matière d'asile.

Avec cette conclusion intermédiaire: «Au vu de la situation humanitaire sur place, le retour au pays sur lequel repose le statut S délivré aux Ukrainiens semble de plus en plus illusoire», considère l'ONG. Qui appelle à un changement de cap.

### Un des pays les plus pauvres d'Europe

«Même avant la guerre, souligne Petra Winiger, responsable opérationnelle chez Caritas pour la coopération internationale en cas de catastrophe, l'Ukraine était déjà un des pays les plus pauvres d'Europe. Cela ne devrait pas s'arranger.»

Fin 2022, rappelle-t-elle, l'agriculture, l'un des piliers économiques ukrainiens, est durablement endommagée, environ 18 millions de personnes

dépendent de l'aide humanitaire, la moitié des infrastructures énergétiques sont détruites, l'approvisionnement en eau est régulièrement interrompu, le matériel de chauffage manque, les soins sont loin d'être assurés partout et près d'une école sur deux ne fournit plus que des cours en ligne – quand internet le permet encore. «L'inflation s'élève par ailleurs à 27%, dit-elle, un des taux les plus élevés du continent. Le déminage des terres prendra des années et un tiers de la population vit avec des moyens inférieurs au salaire minimum (équivalent à moins de 200 francs par mois).»

**«Le déminage prendra des années et un tiers de la population vit avec moins de 200 francs par mois»**

PETRA WINIGER, CARITAS

Or, constate ce mercredi l'organisation, un jour après le discours belliqueux de Vladimir Poutine et la réponse non moins guerrière de la part de Joe Biden, «une nouvelle escalade du conflit se dessine. Ce qui signifie que les attaques contre les infrastructures civiles vont se multiplier et que les mouvements de fuite vont augmenter.» Par conséquent, estime l'ONG, il faut retravailler la définition actuelle du statut S. «L'idée du retour à tout prix telle qu'elle a été formulée

par la Confédération représente une épée de Damoclès qui rend l'intégration sociale et professionnelle plus difficile, postule Andreas Lustenberger, responsable politique chez Caritas. Nous défendons le point de vue que les personnes bénéficiant du statut S doivent pouvoir obtenir un permis B (séjour régulier) après deux ans en Suisse.»

### Un rapport sur la question prévu pour juin

S'il n'est pas exempt de reproches, le statut S a prouvé sa valeur, considère cependant l'organisation, qui appelle à ce qu'il soit généralisé aux autres réfugiés connaissant une situation similaire. Il a notamment permis l'accès rapide au marché du travail des Ukrainiennes et Ukrainiens «qui pouvaient théoriquement être employés dès le premier jour», tout comme la possibilité «extrêmement positive» d'être hébergés en famille d'accueil, «au contact de la société». La faiblesse des offres de garde a par contre péjoré l'accès à un premier emploi des arrivants, «bien souvent des arrivantes avec enfants», rappelle Caritas.

S'agissant des Ukrainiens, il est cependant temps de «passer à l'étape suivante», estime l'ONG. Qui devra attendre encore un peu avant d'obtenir une réponse claire. Interpellé sur la question, le Secrétariat d'Etat aux migrations botte en effet en touche. «Un groupe d'évaluation lié au précieux sésame a été créé en mai 2022 par Karin Keller-Sutter, indique le SEM. Celui-ci clarifiera ce genre de questions dans un rapport final prévu en juin. Nous ne pouvons pas en anticiper les conclusions.» ■

SUR LE WEB

**L'Ukraine, un an après**  
 Vie quotidienne des Ukrainiens, migration des réfugiés, infrastructures, armement, crises énergétique et alimentaire, conséquences de cette guerre sur l'Europe et le monde... Retrouvez ici notre dossier spécial:

